

# class struggle

FOR THE REBUILDING OF THE FOURTH INTERNATIONAL

## CONTENTS

- Dissidents Who Think the French CP Is Not Right-Wing Enough
- Why the Left Did Not Win the Elections
- The Revolutionary Left in the Election Campaign
- Italy's *Union Sacrée*: The Communist Party Proposes and the Christian Democrats Dispose
- The Middle East Five Months After the Sadat-Begin Meeting

**trotskyist  
monthly**

published by

**lutte  
ouvrière**

May 1978

No

**52**

PRICE : FF 5

## NOTE TO ENGLISH READERS

This journal is unusual in that it is bilingual. When read from this end, it is in English, from the other end, it is in Spanish.

Most of the articles have been written in French first, and have then been translated into English. We apologize for any inadequacies of translation.

To avoid difficulties, start from this page and read the right-hand pages only (the Spanish text appears upside down on the left-hand pages).

**CLASS STRUGGLE 52, may 1978**

**[Sont retraduits ici de l'anglais uniquement les articles non parus dans les premiers numéros de la série 1978-1986 en langue française de "Lutte de Classe"]**

## **CES DISSIDENTS QUI PENSENT QUE LE PC FRANÇAIS N'EST PAS PAS ASSEZ À DROITE**

La défaite de la gauche aux élections françaises de mars 1978 a donné lieu à un débat au sein du Parti Communiste Français. Bien qu'il soit difficile d'en mesurer l'ampleur, cette discussion a déjà fait couler beaucoup d'encre.

La presse bourgeoise a saisi cette occasion pour placer la direction du PC dans une situation embarrassante en publiant largement les critiques des dissidents du PC. En revanche, la presse du PC s'est montrée réticente jusqu'à présent à reprendre la publication de cette discussion. Bien que la presse du parti ne nie pas l'existence d'un débat - les dirigeants du PC se félicitent même de la "richesse" de la discussion - le quotidien du PC L'Humanité n'a pas encore publié un seul mot émanant des dissidents.

Dans un premier temps, l'appareil du parti a réagi sévèrement face à la dissidence, mais il n'a proféré aucune malédiction, il n'a pas menacé d'imposer l'expulsion traditionnelle du parti. Certes, le parti rejette toute critique de sa politique passée, mais il ne rejette plus la possibilité que certains militants revendiquent ouvertement leur désaccord au sein du parti. Et ce d'autant plus que l'opposition actuelle n'est pas susceptible de présenter un danger à terme.

Qui sont les dissidents, que représentent-ils, pour quoi se battent-ils ? En d'autres termes, quelle est la nature de cette opposition naissante au sein du PC français ?

Jusqu'à présent, les seuls dissidents connus publiquement sont des intellectuels : écrivains, journalistes, professeurs. Ils ont pu apparaître publiquement grâce à leur position d'intellectuels, parce que leurs noms sont connus comme écrivains ou professeurs - sinon comme militants communistes - et parce que leurs contacts leur donnent la possibilité d'écrire dans la presse bourgeoise.

Nous ne leur reprocherons pas d'être des intellectuels ou d'utiliser des journaux non communistes pour défendre leurs idées, puisqu'ils n'ont pas d'autre possibilité d'être publiés.

Lorsqu'elle leur reproche ces choses, explicitement ou implicitement, la direction du PC est très malhonnête. Qui est responsable du fait qu'ils doivent écrire dans des journaux non communistes, si ce n'est la direction du PC qui leur refuse la possibilité d'écrire dans la presse communiste ? Cette même direction est experte dans l'utilisation de leur réputation d'intellectuels, de leurs noms d'écrivains ou de professeurs connus... pour leur obéissance à la politique du PC. Elle les utilise ensuite pour intimider les travailleurs de base. Mais aujourd'hui, ils désignent les rebelles et suggèrent de façon démagogique que "ce sont de simples intellectuels".

À d'autres moments, la direction du PC fait la leçon aux travailleurs : "Regardez, nous bénéficions du soutien d'écrivains et de professeurs", laissant ainsi entendre que la ligne du PC doit être correcte puisque les hautes sphères la soutiennent.

Le PC a une recette pour utiliser ses intellectuels en toutes circonstances : ils sont une garantie de sa politique lorsqu'ils sont d'accord avec elle, ou un pôle répulsif pour la base lorsqu'ils sont en désaccord. Ce jeu est d'autant plus favorisé que les intellectuels sont organisés à l'écart du reste des membres du PC.

Pour ces raisons, il n'est pas convenable que la direction du PC prenne le statut social des dissidents comme excuse pour leur refuser le droit de s'exprimer.

Mais il ne s'ensuit pas nécessairement qu'en dépit de certaines de leurs propres affirmations, ceux qui s'expriment aujourd'hui expriment les humeurs, voire les intérêts de l'ensemble des membres, sans parler de la classe ouvrière.

Raymond Jean, écrivain et professeur de littérature à l'université d'Aix-en-Provence, a exprimé sa

critique de la ligne du parti dans une interview publiée par l'hebdomadaire Le Nouvel Observateur, dans laquelle il déclare : "L'intellectuel, c'est celui qui parle au nom du parti :

L'intellectuel est celui qui parle pour ceux qui n'ont pas de voix ou dont la voix est trop faible".

Mais ce n'est pas forcément vrai, au contraire. Tout dépend de ce qu'il dit. Un intellectuel peut parler au nom de la classe ouvrière, mais il peut aussi parler au nom d'autres couches sociales, au nom de la petite bourgeoisie par exemple, même s'il se prétend ou se croit communiste. L'expérience nous a appris que cette dernière situation est la plus fréquente.

C'est le cas des dissidents actuels du PC actuels, du moins ceux qui sont apparus publiquement.

Il semble en effet qu'il y ait une grande diversité parmi les dissidents. Diversité d'abord dans leur notoriété en tant qu'intellectuels, ou en tant que personnalités politiques quand c'est le cas.

Elleinstein, par exemple, est un opposant de droite bien connu, alors qu'Althusser est un opposant dit de gauche. Il a fait partie des militants qui se sont opposés à l'abandon de la dictature du prolétariat il y a deux ans. Signalons, pour ceux qui ne connaissent pas assez tous ses mérites, qu'il a aussi découvert que l'erreur fondamentale de Staline était de nature "épistémologique". Selon Althusser, le stalinisme ne s'explique pas par l'évolution de la société russe après la révolution d'octobre, ni par le fait qu'une bureaucratie parasitaire aurait usurpé le pouvoir prolétarien, mais, au contraire, par une mauvaise interprétation du marxisme par Staline.

Le Goulag, la dictature la plus dure, les dizaines de millions de déportés, le massacre de toute une génération de communistes, tout cela est le résultat d'une mauvaise lecture de Marx par Staline.

Malgré tout, Althusser se présente comme un dissident de gauche.

Les dissidents divergent également dans le style de leurs critiques. Althusser ne mâche pas ses mots lorsqu'il critique le PC bureaucratique. Il va jusqu'à attaquer "le cynisme et la stupidité de la direction qui manipule les membres et la classe ouvrière".

Au contraire, Elleinstein est aussi insipide qu'il l'a toujours été. Il ne prononce aucune critique sans introduire une série de circonlocutions, de réserves et d'excuses. Voici son commentaire sur les articles qu'il a publiés dans Le Monde après que L'Humanité a refusé de les imprimer :

"J'aurais aimé pouvoir les publier dans la presse de mon parti ; malheureusement, il semble que ce ne soit pas possible dans la situation actuelle. Je prie les camarades qui pourraient éprouver quelque ressentiment à ce sujet de prendre en compte les raisons d'une telle situation et les arguments développés, au lieu de maudire l'intellectuel communiste parce qu'il s'épanche dans un journal non communiste".

Enfin, les dissidents divergent dans leurs critiques, bien que tous (y compris les opposants "de gauche") aient pour objectif de pousser le parti plus à droite.

Pourquoi cette protestation publique soudaine ? Qu'est-ce qui a provoqué cette explosion de critiques ? Toutes résultent de la défaite de la gauche aux dernières élections législatives. Il en va de même pour les critiques fondées sur des griefs plus anciens et plus fondamentaux. Ce qu'ils reprochent au PC, c'est d'abord et avant tout le fait que le parti et la gauche dans son ensemble ont perdu les élections.

Aucun d'entre eux ne soulève une question plus fondamentale : Qu'est-ce que la gauche au gouvernement aurait pu apporter à la classe ouvrière, dans quelle mesure aurait-elle représenté les intérêts des travailleurs - ou s'y serait-elle opposée ?

Ils ne remettent pas en question ce que Marchais aurait fait en tant que ministre dans un cabinet dirigé par Mitterrand. Ils sont mécontents parce qu'il ne fait pas partie du gouvernement aujourd'hui. C'est là que réside l'essentiel de la question : Marchais a eu tort parce qu'il a perdu les élections. Et si la gauche avait gagné ? Cela n'aurait rien changé à la politique de Marchais ni à Marchais lui-même. Ni la politique ni la nature d'un parti ne dépendent d'une victoire ou d'une défaite électorale. Il n'est pas faux de dire que si la gauche avait gagné, il n'y aurait pas d'opposition et les dissidents actuels partageraient l'euphorie du parti.

La preuve en est qu'aucun d'entre eux n'a émis la moindre critique avant le 12 mars, pas même ceux qui analysent avec beaucoup de justesse tous les virages et contradictions du PC depuis 1972.

Il ne serait pas plus faux de penser que leur opposition actuelle – pour au moins une partie d'entre eux - est due à leur déception parce que leur rêve de devenir un parti de gouvernement ne s'est pas

réalisé.

Être un parti de gouvernement signifie beaucoup de postes à partager, et des moyens accrus, non seulement pour le parti, mais aussi pour ses membres - en particulier ses permanents.

D'Elleinstein à Althusser, aucun des dissidents ne remet en cause l'Union de la Gauche, aucun ne propose une autre politique, une autre stratégie pour le parti. Au contraire, ils reprochent au parti d'avoir mal géré l'Union de la Gauche et de l'avoir adoptée à contrecœur, voire de l'avoir sabotée. C'est le cas d'Elleinstein bien sûr, lorsqu'il écrit :

"Entre socialistes et communistes, un vrai débat doit avoir lieu sur les grandes options stratégiques, sur la conception du socialisme, sur les étapes de transformation que doit franchir un gouvernement de gauche, sur les voies et moyens de la victoire. En France, un véritable compromis historique passe par un véritable rapprochement entre socialistes et communistes".

Prenant soin de rester en retrait, tout en critiquant et en excusant la direction du PC, Elleinstein poursuit :

"Il aurait été correct et nécessaire de poser publiquement une série de questions sur le Programme Commun après les élections municipales, peut-être même de rompre temporairement les négociations, tant que le PS avait clairement opté pour la politique de l'autruche et refusé tout véritable dialogue. Cette rupture aurait dû aboutir à un accord à l'automne dernier, même si nous n'avons pas pu obtenir tout ce qui nous semblait nécessaire".

Il en va de même pour Althusser qui écrit :

"Les militants sont conscients que l'Union de la Gauche est une nécessité et qu'il faut gagner à l'unité le courant représenté par le PS".

Soucieux de maintenir sa réputation d'opposant de gauche, Althusser ajoute à cette affirmation une série de commentaires sur la nécessité d'impliquer les masses dans l'Union de la Gauche.

Il demande par exemple

"une nouvelle politique d'alliance entre toutes les forces ouvrières et populaires, combinant des accords au sommet avec un développement des luttes à la base : une politique d'unité populaire sans réformisme ni sectarisme visant à la mobilisation active des masses et au libre développement de toutes les initiatives".

Pour Althusser, comme pour tous les autres opposants, il n'existe pas d'autre politique que l'union du PC et du PS pour gagner les élections et former un gouvernement de gauche. Ils ne sont nullement gênés par le fait qu'un tel gouvernement, inévitablement dirigé par Mitterrand et le PS, ne sera rien d'autre qu'un gouvernement bourgeois défendant les intérêts de la bourgeoisie contre ceux des travailleurs, dans le cadre d'une société bourgeoise, d'un régime bourgeois et d'un Etat bourgeois. Même Althusser, qui est le défenseur de la dictature du prolétariat, ne soulève pas ce problème, ce qui suggère qu'il considère cette notion comme purement théorique, n'ayant d'importance que dans les thèses de doctorat.

Pas un seul des opposants qui élèvent la voix aujourd'hui ne pose le problème de l'Union de la gauche par rapport aux luttes des travailleurs. Pas un seul ne pose, même partiellement, la question de la politique du PC dans ces luttes. Pas un seul ne s'interroge sur ce que son parti a fait à cet égard au cours de ces dernières années. Pas un seul ne se demande si sa politique d'Union de la Gauche a aidé ou nui aux luttes des travailleurs. Leur seule préoccupation est de découvrir comment l'Union de la Gauche peut gagner les élections, quel prix elle devra payer et quelles concessions elle devra faire.

Bien sûr, certaines des critiques que ces opposants adressent au PC sont similaires à celles des communistes révolutionnaires.

Althusser a raison de décrire le régime bureaucratique interne du PC. Ils ont tous raison de dénoncer les volte-face de la direction du PC. Sur la bombe atomique, sur la force de frappe nucléaire, sur la dictature du prolétariat, sur la CEE, sur l'autogestion par exemple, les dirigeants du PC ont récemment changé de position sans que les militants puissent discuter ou désapprouver ces changements.

Elleinstein a dénoncé l'habitude du PC d'imposer les virages les plus spectaculaires par une simple déclaration de Marchais à la télévision. Il se lamente : "La télévision centrale ne doit pas se

substituer au Comité central".

Les opposants ont raison de dénoncer le régime de l'Union soviétique et d'accuser leur parti de ne pas l'avoir fait avec suffisamment de clarté.

Mais ces critiques sur la bureaucratie du PC et sur l'Union soviétique ne permettent pas en elles-mêmes de caractériser sans ambiguïté le point de vue politique de leurs auteurs. Elles ne nous apprennent rien sur leur orientation de droite ou de gauche, car de telles déclarations peuvent être et sont effectivement faites par des gens de droite comme par des gens de gauche. Par exemple, les sociaux-démocrates ont dénoncé la bureaucratie du PC et la dictature de l'URSS pendant cinquante ans - autant et aussi fermement que les trotskystes, même si ce n'est pas avec autant de constance. Le problème est que leur perspective était différente : sur pratiquement toutes les autres questions, ils étaient en désaccord avec les trotskystes.

Pour avoir une opinion correcte de l'opposition à l'intérieur du PC, nous devons également examiner le reste de leur ligne politique.

Et là, ils apparaissent comme des droitiers totaux qui ne sont pas seulement favorables à l'Union de la Gauche mais qui visent à accélérer la social-démocratisation du PC.

Par exemple, tous les opposants revendiquent leur accord avec le 22e congrès, le dernier congrès du PC, qui a vu ce parti s'éloigner de l'URSS, réaffirmer sa position de leader de la lutte des classes et sa volonté d'élaborer une voie française vers le socialisme, et insister sur les objectifs à mettre en avant dans le cadre de son alliance d'Union de la Gauche avec le PS. Tout cela constitue un pas de plus vers la social-démocratisation. Althusser lui-même, le soi-disant opposant de gauche, se sentait obligé de chanter les louanges du 22e Congrès. Il écrit : "Après le 22e Congrès, lorsqu'ils ont été confrontés aux vrais problèmes, les militants ont eu le sentiment - et l'ont eu de plus en plus fortement ces derniers mois - que les résolutions du 22e Congrès avaient été reléguées aux oubliettes et que toutes ses promesses de plus de démocratie et de liberté avaient été sacrifiées à une direction pragmatique et autoritaire.

En fait, la plupart des opposants demandent aux dirigeants du parti de reconnaître ouvertement qu'ils sont réformistes et de jeter par-dessus bord toutes les références formelles au marxisme et au léninisme qui subsistent.

L'un d'entre eux, Fremontier, va même jusqu'à dire :

Engourdis par trois quarts de siècle de léninisme, nous répétons des théories usées dont nous avons de toute façon écarté les prémisses. Aujourd'hui, face à la domination bourgeoise, la seule stratégie qui nous reste est la lente conquête de l'hégémonie, c'est-à-dire l'investissement de l'appareil d'Etat, et plus précisément de ses bastions idéologiques....

En multipliant les conditions et les préalables, nous avons montré que nous étions pour l'instant incapables de négocier les inévitables compromis. Nous resterons à frapper à la porte du pouvoir tant que nous ne comprendrons pas qu'il faut être à l'intérieur de la maison pour prendre le pouvoir. .

. . Nous devons rénover la pensée théorique du parti. Critiquons ouvertement ce qui reste de notre héritage léniniste. Abandonnons toute prétention scolastique à faire du marxisme une science.

Quant à Elleinstein, voici ce qu'il a à dire :

Nous réalisons aujourd'hui que la révolution dans notre pays ne peut être qu'un processus de longue haleine.

Elle se fera par de vastes réformes structurelles dans les domaines économique, social et culturel sur la base desquelles le socialisme pourra se développer. Il ne faut pas se cacher qu'il s'agit là d'une orientation entièrement nouvelle au sein du mouvement communiste, qui va à l'encontre des traditions et de ce que l'on pourrait appeler les mythes fondateurs du communisme français.

Elleinstein semble d'ailleurs favorable à l'abandon du nom de communiste. Il le dit à sa manière, c'est-à-dire sans le dire :

"Le fait que notre parti porte le même nom que les partis-états qui dirigent l'URSS et d'autres pays du même type est un handicap pour l'opinion publique française".

En tout cas, ces gens-là ont un mérite : ils font la pluie et le beau temps. Ils voudraient que le PC mette ses mots en accord avec sa politique réelle et dise franchement qu'il n'est plus léniniste, révolutionnaire ou communiste.

Althusser n'est pas aussi clair. Il doit préserver sa réputation de gauchiste. Mais, comme Elleinstein, il a critiqué le slogan "Que les riches paient" lancé par Marchais et le ton "mélancolique" de toute la campagne. Et comme Elleinstein, il accuse le PC d'avoir négligé les couches moyennes et bien sûr les intellectuels.

Au-delà des formulations et des arguments fallacieux, tout cela ne revient-il pas à remettre en cause le dernier lien du parti de Marchais avec son passé communiste et révolutionnaire, à savoir ses liens privilégiés avec la classe ouvrière et les couches les plus pauvres de la population qui font la différence entre le PC et un parti social-démocrate par exemple. Ces liens particuliers expliquent pourquoi Marchais s'est senti obligé d'être un peu plus radical qu'il ne l'aurait voulu dans la campagne électorale. Son seul but était bien sûr de gagner des voix, mais c'était tout de même un signe certain de la sensibilité du PC à l'égard des opinions des travailleurs. Et le fait qu'Althusser, qui n'a rien à dire sur l'attitude du PC à l'égard des luttes ouvrières, critique sévèrement cette sensibilité de son parti est très significatif.

Althusser est un droitier, et rien d'autre, tout comme les partisans ouverts du réformisme et les promoteurs de la social-démocratisation du PC. Après tout, un parti social-démocrate peut compter parmi ses membres des personnes qui se disent marxistes et prétendent défendre la dictature du prolétariat, tout en étant des sociaux-démocrates purs et durs. Le Parti socialiste français, par exemple, comptait Marceau Pivert en 1936 et un certain Guy Mollet qui, croyez-le ou non, a dirigé l'aile "marxiste" de son parti juste après la Seconde Guerre mondiale.

Le fait que, jusqu'à présent, la direction du PC ait permis aux dissidents d'écrire dans des journaux non partisans et de critiquer sa politique est peut-être dû à sa conviction que, de toute façon, ils n'ont aucune influence et aucune chance d'obtenir un soutien à l'intérieur du parti. Mais le facteur principal est la social-démocratisation du PC. Il n'y a aucune raison pour que la direction du parti ne tolère pas des personnes qui ne proposent aucune alternative à l'orientation actuelle du PC, se contentant de demander que l'évolution du parti, qui a commencé il y a longtemps et s'est accélérée au cours de ces dernières années, adopte un rythme encore plus rapide.

Marchais promet qu'il n'y aura plus d'expulsions mais les personnes concernées par cette déclaration sont des personnes qui, tout en critiquant sévèrement Marchais lui-même et tel ou tel aspect de sa politique, sont de droite. On peut douter que le PC soit aussi tolérant avec des dissidents de gauche, avec de vrais communistes révolutionnaires.

Pour l'instant, Marchais et la direction du PC refusent de prendre en compte les souhaits des dissidents. Ils ne veulent pas accélérer l'évolution du parti. Ils ne sont pas encore prêts à se débarrasser de toute référence au communisme et au marxisme, ni à couper les ponts avec l'URSS, ni à changer le fonctionnement interne du parti, ni à accepter plus de démocratie, même formelle, comme au Parti socialiste. La raison en est que la direction du parti, contrairement aux dissidents, est obligée d'être plus réaliste dans son approche.

Ils doivent tenir compte des liens du parti avec la classe ouvrière. Ces liens représentent la force réelle du PC, même aux yeux de la bourgeoisie. Si le parti les rejetait, il deviendrait un parti comme les autres et n'aurait pas grand-chose à échanger dans d'éventuelles négociations avec la bourgeoisie.

La direction du PC doit également tenir compte du fait qu'un parti social-démocrate existe déjà dans ce pays - en fait, il est même plus fort que le PC lui-même au niveau électoral. Cela place le PC français dans une position différente de celle du PC italien, par exemple, qui n'a pas de parti social-démocrate fort en concurrence avec lui.

Tels sont les faits objectifs qui empêchent le PC d'évoluer trop rapidement dans la direction souhaitée par les dissidents. Ce sont ces mêmes faits qui expliquent la tactique anti-socialiste de Marchais dans la période pré-électorale, tactique que les dissidents considèrent comme "désastreuse".

Cependant, le parti suit depuis des années la voie indiquée par les dissidents et avance inexorablement dans cette direction.

Elleinstein, Fremontier, Althusser ne sont que les éclaireurs du parti. Ils peuvent être désapprouvés et critiqués, mais ils sont tolérés. Ils sont peut-être même utiles car ils indiquent le chemin que le

parti, avec beaucoup d'hésitations et d'arrêts temporaires, est en train de parcourir.

Nous ignorons l'impact que les dissidents peuvent avoir sur les militants. Marchais dit qu'il est égal à zéro. Mais le vote unanime qu'il a reçu du Comité central du PC ne signifie rien. Les doutes et les interrogations de la base ne sont pas reflétés par le Comité central. Mais ils existent. Nous en avons eu de nombreuses preuves dans les usines, juste après la défaite électorale.

Cependant, les militants de base qui critiquent la politique de leur parti ne le font guère d'un point de vue de gauche. La plupart du temps, ils reprennent, plus ou moins consciemment, les critiques, les préoccupations ou les objectifs des dissidents de droite.

Ce n'est évidemment pas surprenant puisque ce sont les seuls dissidents à ce jour. Ce sont les seuls qui tentent de soulever des problèmes et d'y apporter des solutions différentes.

Les militants et sympathisants du PC qui remettent en cause la politique de leur direction ne se tourneront vers la gauche que s'il existe déjà un courant, même très faible, défendant des positions de gauche. Il faut alors leur donner l'occasion d'en entendre parler. Il faut leur faire comprendre qu'il y a deux façons distinctes et même opposées de contredire Marchais : celle de la droite qui veut que le parti devienne plus social-démocrate, plus réformiste, plus collaborationniste de classe ; et celle des communistes de gauche qui ont un point de vue révolutionnaire, n'ont pas peur de se dire communistes, révolutionnaires, léninistes, et qui veulent construire un nouveau parti communiste sur ces bases.

Cette différence doit être claire pour tout militant ou sympathisant du PC. Chacun d'entre eux qui remet en question la direction et la politique de son parti doit savoir qu'il y a deux façons de critiquer le PC.

C'est pourquoi il est politiquement erroné de laisser croire que les révolutionnaires peuvent se ranger du côté des dissidents de droite du PC. Il ne faut pas non plus rester vague sur le sujet. Sous prétexte que certaines de leurs critiques ou certaines de leurs revendications - la démocratie à l'intérieur du parti, par exemple - sont justifiées, on ne peut pas croire ou laisser croire qu'on pourrait les rejoindre un temps sans les critiquer et sans dire clairement qu'ils sont nos ennemis au même titre que Marchais.

C'est pourtant ce que fait la LCR. Toute l'attitude de cette organisation et l'espace qu'elle consacre aux dissidents du PC - sans un mot de critique - laissent supposer qu'il existerait au moins une étape préliminaire pendant laquelle les révolutionnaires devront se battre côte à côte avec les droitiers - sans trop les critiquer - pour vaincre Marchais.

Commentant une lettre ouverte publiée par Fremontier, le cadre dissident du PC qui va le plus loin dans la critique des références du parti au communisme et au léninisme, le quotidien de la LCR, Rouge, écrit : "Il est indispensable que la critique du communisme et du léninisme se fasse à l'intérieur du parti :

Il est indispensable que les critiques sur le fonctionnement du parti se développent et se précisent.

De ce point de vue, la lettre de Frémontier fait les choux gras d'une direction bureaucratique. Si cette lettre a un impact important dans le parti, le 23e Congrès sera différent des précédents : il n'y aura pas d'unanimité organisée. C'est la condition pour que les critiques de gauche aient une chance d'être écoutées à l'avenir.

Ce qu'il faut, ce sont des gens qui proposent clairement des solutions de gauche et qui sont capables de voir et de montrer les différences entre les critiques de gauche et les critiques de droite.

Le fait que nous soyons d'accord pour dire que l'URSS n'a rien à voir avec le socialisme ne signifie pas que nous acceptons la poursuite du système d'exploitation capitaliste - comme le disent les dissidents, sous prétexte que seules des transformations lentes et progressives sont possibles.

Le fait que nous soyons d'accord pour dire que la démocratie est indispensable à un parti ouvrier, à un parti communiste digne de ce nom, ne signifie pas que nous acceptons la social-démocratie - dont la démocratie interne est loin d'être un modèle.

Et le fait que les contradictions de Marchais aient entraîné la défaite de la gauche aux élections de mars 1978 est beaucoup moins dommageable que d'offrir aux travailleurs la seule perspective d'une victoire électorale conduisant à un gouvernement dirigé par Mitterrand qui serait nécessairement un gouvernement anti-ouvrier.



Il existe une alternative à Marchais et à ses dissidents. Elle consiste à élever le niveau de conscience des travailleurs, à aider la classe ouvrière et les masses laborieuses à s'organiser pour remporter des victoires partielles d'abord, et finalement renverser une société fondée sur l'exploitation, détruire l'appareil d'État des exploiters et le remplacer par le pouvoir des travailleurs.

## **L'UNION SACREE EN ITALIE : LE PARTI COMMUNISTE PROPOSE ET LES DÉMOCRATES-CHRÉTIENS DISPOSENT**

Loin d'avoir mis en danger l'Etat italien ou même d'avoir contribué à discréditer davantage la Démocratie Chrétienne au pouvoir, l'enlèvement d'Aldo Moro par les Brigades Rouges a eu le résultat inverse. En Aldo Moro, qui n'était pas l'un des hommes politiques les plus populaires d'Italie, les démocrates-chrétiens ont découvert un martyr. Quant à l'Etat italien, il a en fait retrouvé le soutien de l'ensemble de la population : un plébiscite n'aurait pas pu mieux servir les démocrates-chrétiens.

Au cours des dernières semaines, l'atmosphère en Italie a ressemblé à celle qui régnait en Allemagne en septembre dernier après l'enlèvement de Hans Martin Schleyer, le leader patronal, par les terroristes du groupe Baader-Meinhof. Comme en Allemagne, on assiste aujourd'hui à des appels à la délation, à la publication des photos des terroristes présumés. (En Italie, deux hommes déjà emprisonnés, des Italiens vivant à l'étranger depuis des années et ... un espion de la police ont été par erreur livrés à l'opprobre public). On assiste également au bouclage de grandes villes, à des fouilles de voitures et d'individus, à l'état d'urgence, à l'adoption de nouvelles lois anti-terroristes qui, si elles ne désarçonnent pas les terroristes, représentent une atteinte délibérée aux droits démocratiques fondamentaux. Comme en Allemagne il y a quelques mois, le gouvernement italien a eu l'occasion, grâce aux terroristes, de persuader l'opinion publique d'accepter, entre autres, le renforcement de l'arsenal répressif de l'Etat. De plus, l'appel à la sauvegarde de la démocratie contre les Brigades Rouges a donné une nouvelle légitimité au terrorisme d'Etat.

Faute de mieux pour détourner l'attention de la crise économique et de la politique d'austérité, le "renforcement de la démocratie" par la lutte antiterroriste est en train de remplacer le patriotisme comme moyen de dégrader la conscience de la classe ouvrière dans certaines démocraties bourgeoises occidentales. Et loin de provoquer une contestation plus large de la société capitaliste, le terrorisme de Baader et de Renato Curcio est non seulement totalement étranger à la classe ouvrière, mais il contribue à la désorienter encore davantage.

Il y a quelques mois, en Allemagne, le chancelier social-démocrate Schmidt a renforcé son autorité par une chasse aux sorcières contre les extrémistes. L'opinion internationale "de gauche" a exprimé ses réserves quant à l'ampleur de l'activité policière, et l'intelligentsia européenne a dénoncé les appels à la délation et la façon dont la population est conditionnée pour accepter sans broncher les activités de la police.

Mais avec l'enlèvement d'Aldo Moro, c'est toute la gauche européenne qui s'est ralliée à l'union sacrée anti-terroriste. Ce qui était choquant en septembre dernier en Allemagne est parfaitement acceptable aujourd'hui en Italie. C'est avec difficulté que la presse se retient de regretter que la population italienne ne participe pas plus activement à la campagne de délation et qu'elle ressente une certaine "indifférence" à l'égard du leader démocrate-chrétien. Il faut rappeler qu'en Italie, l'impulsion du siège syndical\* a été donnée par les organisations ouvrières elles-mêmes. Ce sont les syndicats et le Parti communiste italien (PCI) qui ont donné l'ordre de se mobiliser pour la "défense de l'Etat démocratique" contre les terroristes.

## **LES ORGANISATIONS OUVRIÈRES APPELLENT À LA MOBILISATION GÉNÉRALE POUR LA DÉFENSE DE "L'ÉTAT DÉMOCRATIQUE"**

Le 17 mars, après l'annonce de l'enlèvement d'Aldo Moro, les syndicats appellent à une grève générale de douze heures qui est pratiquement suivie à cent pour cent. Les syndicats décident d'assumer la direction de la lutte anti-terroriste et de collaborer avec la "police démocratique". Ils vont jusqu'à proposer un "plan de mobilisation en dix-huit points" qui comprend, d'une part, la convocation immédiate et la coordination permanente de toutes les directions locales et régionales des différents partis politiques et, d'autre part, l'augmentation des effectifs de police d'environ 13 000 hommes. Et c'est sous le prétexte de "l'attaque infâme contre l'Etat démocratique" que le PCI et les syndicats ont organisé "l'unité populaire pour défendre la démocratie en danger".

Dans le sillage de l'Etat, les syndicats ont appelé la classe ouvrière à rejoindre le syndicat secret contre le terrorisme alors que depuis dix ans, ni le PC ni les syndicats n'ont bougé le petit doigt pour s'organiser contre le terrorisme d'extrême droite dans lequel la police, l'armée et les organisations parallèles étaient impliquées. Aujourd'hui, pour soutenir cet Etat démocrate-chrétien, ils appellent à la "mobilisation permanente" des travailleurs et à la "vigilance sur les lieux de travail".

Aux yeux du PCI, cette mobilisation a deux objectifs. D'une part, elle se veut un plébiscite dans la rue en faveur du gouvernement démocrate-chrétien d'Andreotti (aujourd'hui soutenu par le PCI). D'autre part, le PCI a tenté de lancer une chasse aux sorcières contre les militants de la classe ouvrière qui contestent la ligne du PCI. Le secrétaire général de la CGIL, Luciano Lama, déclare au début du mois d'avril :

Ceux qui soutiennent le slogan "Ni l'Etat, ni les Brigades Rouges" (slogan adopté par une grande partie de la gauche révolutionnaire italienne) ne peuvent pas rester dans le syndicat. Soit ils en sortent, soit nous devons les mettre à la porte....

Bien sûr, les travailleurs ne sont pas forcément dupes. En réalité, l'hystérie pro-policrière du PCI n'a pas toujours reçu le soutien enthousiaste ou la collaboration active de la population. Il ne semble pas que pour l'instant la dénonciation et la chasse aux sorcières des militants à la gauche du PCI aient réussi. Car malgré tout, la population ressent une certaine indifférence quant au sort d'Aldo Moro, dont le passé politique ne permet guère de susciter la sympathie de l'opinion publique pour lui. En effet, la population a été beaucoup plus émue par l'assassinat de ses gardes du corps. Fin mars, lors des discours des dirigeants syndicaux et politiques appelant à soutenir l'Etat et chantant les louanges d'Aldo Moro, un journaliste de l'hebdomadaire français Le Nouvel Observateur a découvert des travailleurs qui ironisaient : Ma allora, ne facciamo un angelo ? ("Alors maintenant, on en fait un ange ?").

Mais en général, au moins passivement, la classe ouvrière a suivi le PCI et les dirigeants syndicaux, et s'est laissée entraîner dans cette unité nationale contre le terrorisme.

## **LA PRESSION DE L'UNITÉ NATIONALE, Y COMPRIS SUR LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE**

La capacité du PCI et des syndicats à réaliser cette union sacrée dans les usines et dans les rues immédiatement après l'enlèvement révèle la profonde démobilitation politique de la classe ouvrière italienne et son absence totale de perspectives. Toutes les tendances politiques de la gauche ont été plus ou moins prises au piège. Le mouvement de "défense de la démocratie bourgeoise" n'a pas été combattu par la gauche révolutionnaire elle-même. Il était certes essentiel que les organisations qui se considèrent comme faisant partie de la classe ouvrière révolutionnaire expriment clairement leur position sur les Brigades Rouges. Il était également vital qu'elles affirment clairement que les Brigades Rouges ne sont révolutionnaires que de nom et qu'elles ne font en aucun cas partie de la classe ouvrière, ni en termes d'objectifs politiques, ni en termes de méthodes. En outre, il était nécessaire de préciser qu'ils considéraient les Brigades Rouges comme des ennemis politiques. Brigades Rouges comme des ennemis politiques.

Mais la différence entre cette position et la participation à la grève syndicale est grande (d'autant plus que les Brigades Rouges sont le prétexte de cette grève syndicale). Cependant, certains groupes de la gauche révolutionnaire n'ont pas été capables de faire cette distinction.

Ainsi, le 17 mars, juste après l'annonce de l'enlèvement, Democrazia Proletaria - malgré sa dénonciation théorique de la Démocratie Chrétienne et des mesures répressives - a appelé "tous ses militants à participer aux manifestations organisées par les syndicats" et les a exhortés à considérer la "lutte contre le terrorisme comme une facette de la lutte des classes et non comme une diversion". Une façon assez hypocrite d'exprimer des réserves mentales sur la "lutte contre le terrorisme" que les bureaucrates des organisations ouvrières soutiennent. On peut se demander quelle est la différence entre les appels ambigus de Democrazia Proletaria et ceux des syndicats à la "défense des machines" ou à la "vigilance sur les lieux de travail" contre le terrorisme. Lotta Continua a été presque aussi ambiguë en déclarant : "Les révolutionnaires ne doivent pas se cacher mais prendre

leurs responsabilités :

Les révolutionnaires ne doivent pas se cacher mais prendre le plus d'initiatives publiques possibles. Ils ne doivent pas plier sous les menaces des Brigades Rouges ou de l'Etat. Ils doivent conserver la capacité de se battre et d'organiser l'opposition.

Cependant, ils ne précisent pas à quelles "initiatives publiques" ils pensent, à part la participation aux manifestations syndicales contre les Brigades Rouges et à la "défense de l'Etat démocratique". En refusant de dénoncer ouvertement les actions des syndicats et des bureaucrates du PCI et en participant à ces actions tout en exprimant une simple critique propagandiste, la gauche révolutionnaire italienne, bien qu'elle se soit différenciée des Brigades Rouges, n'a pas été capable de dénoncer la mobilisation générale de l'opinion publique en faveur de l'union sacrée.

Par peur d'être assimilés aux Brigades Rouges et par réticence à s'opposer même aux dirigeants syndicaux qui parlent actuellement d'une chasse aux sorcières contre eux, de larges sections de la gauche révolutionnaire italienne ont accepté, dans le sillage des réformistes, de mettre sur le même plan que leur lutte (théorique) contre l'Etat bourgeois, la lutte contre les Brigades Rouges. Dans la pratique, cette attitude a conduit la gauche révolutionnaire à participer malgré tout à cette mobilisation ouvrière réactionnaire, et à lui attribuer une nature prolétarienne qu'elle n'avait certainement pas.

Ce point de vue était très explicitement reflété dans Rouge, le quotidien de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) en France dans son titre, au lendemain de la grève générale du 17 mars en Italie : "Des centaines de milliers de travailleurs italiens dans la rue contre les Brigades rouges et l'Etat bourgeois". Rouge poursuit :

La réaction massive de la classe ouvrière dans toute l'Italie qui a immédiatement cessé le travail et manifesté dans les rues ne laisse aucune place au doute. Les travailleurs ont immédiatement compris que derrière cette action se cachait une attaque contre leurs conquêtes démocratiques. C'est contre cela qu'ils ont réagi et non par solidarité avec les démocrates-chrétiens et l'Etat, ce que leurs dirigeants ont au contraire fait.

Mais pourquoi Rouge considère-t-il que la défense des "conquêtes démocratiques" contre les Brigades Rouges diffère de la "défense de l'Etat démocratique", qui est la ligne du PCI ?

En fait, la pression en faveur de l'unité nationale sous l'égide des bureaucrates syndicaux et du PCI a submergé toutes les sections de la gauche révolutionnaire qui n'ont pas su se différencier clairement des Brigades Rouges sans tomber dans le piège de l'"unité nationale".

### **"L'ETAT ? C'EST NOUS", DIT LE PCI ... MAIS LE POUVOIR EST TOUJOURS ENTRE LES MAINS DES DÉMOCRATES-CHRÉTIENS**

Le jour même de l'enlèvement d'Aldo Moro, pour la première fois depuis trente ans, le PCI "entre" dans la majorité parlementaire gouvernementale. Mais il y est entré par la petite porte et au prix fort. Il accepte de soutenir inconditionnellement la Démocratie Chrétienne et sa politique d'austérité sans postes ministériels. La formule du compromis historique est si élastique qu'elle permet au PCI d'assumer la responsabilité de la politique du gouvernement et de devenir l'agent de cette politique au sein de la classe ouvrière, sans exiger de garanties en retour. Et ce, bien que le PCI ait obtenu 34,5 % des voix aux dernières élections et que le parti parlementaire communiste soit suffisamment fort pour renverser le gouvernement. Le PCI est passé d'un soutien passif aux démocrates-chrétiens (en décidant que la protestation la plus forte qu'ils feraient serait de s'abstenir au parlement) à un soutien actif sans entrer au gouvernement. Il est difficile d'imaginer que cette politique aurait été acceptée par la classe ouvrière sans poser de questions. Dans ces conditions, l'entrée en scène spectaculaire des Brigades rouges place le PCI dans une position beaucoup plus forte dans le jeu gouvernemental - du moins pour l'instant. Si, d'une part, le PCI a permis au cabinet d'Andreotti de résoudre l'interminable crise ministérielle en lui fournissant une majorité sans précédent de . Si, d'un côté, le cabinet Andreotti a permis de résoudre l'interminable crise ministérielle en lui fournissant une majorité sans précédent d'"unité nationale" avec 555 voix (sur 660) au parlement, de l'autre, l'état-major de crise du gouvernement ne décide rien sans avoir l'avis du PCI. Et pendant un certain

temps, non seulement le PCI participait naturellement à l'élaboration des grands projets de loi soumis au parlement mais il était aussi associé à la moindre décision du gouvernement. Dans cette situation, le PCI a même pu se présenter comme l'incarnation même de la raison d'Etat par son intransigeance absolue à l'égard des Brigades Rouges. Le PCI, dans cette période, réussit à faire en sorte que les démocrates-chrétiens bénéficient d'un soutien massif et à faire régner l'ordre dans les usines.

Cependant, au fil des semaines, le PCI constate à quel point son zèle suscite la reconnaissance de l'opinion publique bourgeoise en général et des démocrates-chrétiens en particulier. Le journal officiel de la Démocratie Chrétienne

Popolo, dans son édition du 31. mars, a dressé un réquisitoire contre le PCI, l'accusant d'être responsable du terrorisme en raison de son dénigrement de longue date des démocrates-chrétiens. En effet, quoi qu'il dise, quoi qu'il fasse, même en tant que garant de l'ordre dans les usines et promoteur de la chasse aux sorcières de la gauche révolutionnaire, le PCI reste persona non grata aux yeux de la bourgeoisie italienne qui, maintenant que la panique immédiate est passée, ne manquera pas une occasion de rappeler au PCI son péché originel. Pour se dédouaner de ces accusations, le PCI est prêt à aller plus loin que la Démocratie Chrétienne dans sa défense ardente de la raison d'Etat intransigeante.

Mais plus le PCI se montre intransigeant, plus les démocrates-chrétiens se montrent réservés.

En fait, une fraction des démocrates-chrétiens prit l'initiative d'une scission dans le syndicat smite, refusant de laisser au PC le monopole et le bénéfice de la raison d'Etat. Cela explique sans doute que les différents ennemis du Parti communiste, tant à l'intérieur de la Démocratie chrétienne qu'ailleurs, se soient officiellement prononcés à un moment donné en faveur d'une négociation avec les terroristes. Mais surtout, cela a permis aux démocrates-chrétiens de reprendre l'initiative dans l'état d'urgence, défiant ainsi le parti communiste.

Le résultat de tout cela, maintenant que la "période d'urgence" est terminée, est que le PCI doit à nouveau faire face à la réalité. Pendant cette période de crise politique, le PCI a fait le plus gros du travail : il a mis en place la sacrée union autour de la Démocratie Chrétienne. Mais cela ne signifie pas que la droite italienne soit prête à accepter que le parti communiste du compromis historique entre au gouvernement par la grande porte. En ce moment, les démocrates-chrétiens doivent se demander dans quelle mesure ils peuvent accepter le compromis historique dans lequel le parti communiste a placé tous ses espoirs.

L'enlèvement d'Aldo Moro a donné au PCI la possibilité de donner au "compromis historique" sa forme la plus avancée : l'union sacrée. Le terrorisme domestique, bouc émissaire tout trouvé pour l'Etat italien, a permis au PCI d'effectuer une répétition générale du rôle qu'il pourrait jouer pour la bourgeoisie italienne dans une crise réelle et plus profonde. Cela a permis au PCI de montrer l'étendue de ses talents : une véritable capacité à maintenir l'ordre bourgeois et à mobiliser la classe ouvrière derrière l'État bourgeois.

A cette occasion les démocrates-chrétiens ont permis au PCI de se préparer pour l'avenir. Ils ont accepté l'approbation et les services du PCI.

Mais l'attitude de la fraction démocrate-chrétienne la plus réticente au compromis avec le PCI, en pleine crise, alors que le PCI mobilisait le soutien de l'opinion publique dans tout le pays, est lourde de sens. La bourgeoisie italienne n'a pas l'intention de s'encombrer du PCI ni même d'accepter son soutien s'il n'y a pas d'autre alternative. En fait, les démocrates-chrétiens sont tout à fait disposés à renvoyer le PCI dans les coulisses avec ses alliés.

## **LE MOYEN-ORIENT CINQ MOIS APRÈS LA RENCONTRE SADATE-BEGIN**

Cinq mois après la visite de Sadate à Jérusalem, aucun signe visible n'est encore apparu en faveur d'un règlement négocié au Moyen-Orient.

C'est pourtant ce que le dirigeant égyptien avait à l'esprit lorsqu'il a pris cette initiative inattendue - une reconnaissance de facto d'Israël -, rompant ainsi avec ses propres appels aux armes et avec l'intransigeance verbale de la plupart des Etats arabes.

Mais Sadate n'a pas été payé de retour. À l'exception de quelques réunions égypto-israéliennes sans but précis, aucune autre mesure n'a été prise pour engager simplement des négociations : de toute évidence, Israël ne tient pas à paraître prêt à faire des concessions.

L'initiative de Sadate était-elle vouée à l'échec malgré le fait que les Etats-Unis (protecteur d'Israël) semblaient apporter un soutien discret aux dirigeants égyptiens.

Depuis, Israël a tellement campé sur ses positions que les Etats-Unis eux-mêmes ont pris leurs distances. D'autant plus qu'Israël a refusé la détente que les Etats-Unis prétendent souhaiter et s'est engagé dans une opération militaire de grande envergure au Sud-Liban.

Cinq mois après la réunion de Jérusalem, examinons les politiques d'Israël et des Etats-Unis.

### **L'INTRANSIGEANCE SIONISTE TOUJOURS A L'OEUVRE**

Lorsque les troupes sionistes ont franchi la frontière libanaise le 14 mars, le gouvernement israélien a prétendu qu'il s'agissait d'une simple opération de police et qu'elles limiteraient leur avancée à dix kilomètres. Une semaine plus tard, elles ont franchi vingt kilomètres, pris le contrôle de 1 500 kilomètres carrés et occupé un sixième du Liban.

L'avancée soudaine et violente des Israéliens a été comme une tempête dévastatrice pour la population du Sud-Liban. Des dizaines de milliers de Palestiniens et de Libanais fuient vers le nord, laissant leurs villages ruinés par les bombardements et les tirs d'obus. L'objectif des sionistes est d'écraser définitivement la résistance palestinienne et de détruire toutes ses bases au Sud-Liban.

Pour ce faire, ils ont ravagé tout le territoire et victimisé toute la population. Ces mêmes dirigeants israéliens, indignés par l'assassinat de civils en Israël par un commando du Fatah, ont pris prétexte de cet événement pour lancer des représailles contre l'ensemble de la population sud-libanaise.

Lorsque les troupes envahissent le Sud-Liban, les responsables israéliens prennent soin de rappeler qu'ils n'ont aucune prétention sur ce territoire et que leur seul objectif est d'éliminer les bases palestiniennes. Mais cette opération a néanmoins suscité beaucoup de méfiance de la part des observateurs qui ont exprimé leur crainte qu'une telle initiative ne soit le prélude à une nouvelle phase de l'expansionnisme israélien. Aujourd'hui, il semble qu'au lieu d'un contrôle direct et permanent sur le Sud-Liban - qui se heurterait à une série d'obstacles politiques -, les Israéliens aient préféré fonder leur domination sur les zones frontalières du Sud-Liban sur la création d'une zone contrôlée par les milices chrétiennes libanaises de droite. Celle-ci servira, selon les termes du ministre Haim Landau, "à empêcher l'islamisation de ce pays" et permettra à Israël de créer une sorte de zone tampon qui sera militairement et économiquement soumise à Israël lui-même.

Depuis longtemps, les falangistes chrétiens se sont rangés du côté d'Israël. Selon le général Eitan, le nouveau chef d'état-major, certains d'entre eux ont même demandé que leurs villages soient incorporés à l'Etat sioniste ou que les Israéliens restent au Sud-Liban, d'autres qu'ils garantissent simplement leur sécurité. Pour cela, ils sont tout à fait prêts à devenir les gardes-frontières de l'Etat sioniste.

Certes, si Israël n'a pas l'intention d'annexer le Sud-Liban, les opérations militaires menées dans cette région ne mettront pas fin à la possibilité de parvenir à un accord de paix avec certains Etats arabes. Mais pour cela, il faut que le gouvernement actuel de Tel-Aviv se montre disposé, même à long terme, à poursuivre une politique de négociations avec les Etats arabes.

Begin, qui a la réputation d'être un nationaliste intransigent, semble avoir adopté une politique de concessions. Il est vrai qu'imposer cette politique à la partie la plus chauvine de l'opinion publique israélienne, qui la considère comme une menace pour la paix et la sécurité, n'est pas chose aisée.

de l'opinion publique israélienne, qui la considère comme une trahison, Begin, un homme de droite, est dans une meilleure situation que les précédents gouvernements travaillistes. De même, à une autre époque et dans un autre lieu, de Gaulle a pu se retirer de l'Algérie après avoir été porté au pouvoir par des gens d'extrême droite qui défendaient l'"Algérie française".

Mais Begin veut-il vraiment utiliser sa réputation de nationaliste pur et dur pour mener une politique de négociation ? Pour l'instant, ce n'est certainement pas sa position. Il continue à incarner l'intransigeance israélienne. Et pas seulement en paroles. Il a autorisé la création de nouvelles colonies israéliennes dans les territoires occupés. Il est même revenu sur les seules concessions - purement verbales - qu'il était prêt à faire. Il s'agit de l'évacuation du Sinaï, qu'il avait acceptée à un moment donné.

Il est difficile de croire que son attitude sur le Liban n'est destinée qu'à désarmer l'hostilité de l'opinion publique conservatrice israélienne à d'éventuelles négociations. L'opinion publique israélienne a accueilli avec soulagement, sinon avec enthousiasme, le voyage de Sadate et les perspectives qu'il semblait ouvrir. Et depuis lors, de nombreux autres facteurs indiquent qu'une politique belliqueuse est de moins en moins populaire parmi les Israéliens.

Quelle est donc la politique de Begin ?

Après tout, il est fort probable que Begin soit simplement fidèle à ses idées sionistes intransigeantes et convaincu qu'Israël ne peut survivre que s'il est prêt à utiliser la force. Il est probable qu'il n'est pas prêt à céder la moindre partie des conquêtes territoriales d'Israël - pas même celles conquises sur l'Égypte, qui semble prête à négocier et à trouver un modus vivendi officiel avec Israël.

Il est tout aussi possible que Begin considère qu'il est vital d'écraser la résistance palestinienne organisée, de démoraliser le peuple palestinien et de mettre fin à tout espoir qu'il puisse encore avoir un jour de récupérer un jour son pays. Ensuite, Israël pourrait entamer des négociations avec les États arabes et restituer une partie des territoires occupés tout en refusant toute forme d'État palestinien.

Ces calculs sont de toute façon illusoire ! Car il ne peut y avoir de règlement au Proche-Orient sans la création d'un État palestinien. En effet, même si la résistance palestinienne pouvait être vaincue au Liban - comme elle l'a été en Jordanie, avec la complicité ou la collaboration active des États arabes eux-mêmes -, la poursuite de l'oppression nationale de ce peuple engendrerait inévitablement de nouvelles générations de combattants palestiniens.

Quelles que soient les véritables raisons de l'attitude de Begin, sa politique implique un état de tension permanent. Non seulement sa politique n'aboutira jamais à un règlement définitif, mais elle est trop intransigente pour permettre une détente même relative au Moyen-Orient et des négociations plus ou moins crédibles entre Israël et les États arabes. Il semble que ce deuxième aspect de la politique de Begin soit aujourd'hui remis en question par les États-Unis ainsi que par certains milieux politiques israéliens. Ainsi, Menahem Hacoheh, lié à la confédération syndicale Histadrut, a suggéré d'inviter Sadate à une conférence où l'on discuterait des moyens de lutter contre le terrorisme :

Ainsi, notre image agressive et intransigente aurait été modifiée et l'opinion publique internationale aurait considéré l'État israélien comme un facteur actif dans la relance du processus de paix au lieu de l'entraver dans cette voie.

Mais la possibilité de recourir à une solution non militaire n'a même pas effleuré les dirigeants du Likoud. Ils ont choisi de s'appuyer ouvertement sur les forces du terrorisme d'État.

C'est dans ce contexte que sont nées un certain nombre de spéculations concernant un changement de gouvernement et de nouvelles élections. Les personnes les plus souvent citées à cet égard sont les membres de l'actuelle majorité comme le ministre de la défense, le général Weizman.

L'apparente unanimité des membres du gouvernement peut difficilement cacher les querelles de coulisses de la majorité. Ainsi, bien que Weizman se dise pleinement d'accord avec Begin, il apparaît aujourd'hui comme étant peut-être un meilleur choix pour mettre en œuvre les politiques souhaitées par les États-Unis.

## **LA POLITIQUE DE L'IMPÉRIALISME : HYPOCRISIE ET COMPLICITÉ**

Les pressions et l'influence exercées sur Israël par les Etats-Unis sont bien sûr considérables. L'économie israélienne ne pourrait pas survivre si les Etats-Unis refusaient leur aide. De même, la puissance militaire du pays n'est que la conséquence de la volonté de l'impérialisme américain de mener ses batailles au Moyen-Orient à travers le peuple israélien.

Mais aujourd'hui, les États-Unis ont diversifié leurs alliances et n'ont jamais été aussi proches des pays arabes, chacun d'entre eux étant tout à fait prêt à devenir l'homme lige de l'impérialisme américain dans la région. Aujourd'hui, les Etats-Unis "ne sont plus obligés de s'appuyer sur la puissance d'Israël pour défendre leurs intérêts politiques et diplomatiques. En fait, la politique d'Israël est en quelque sorte une nuisance car elle vise à perpétuer un état de tension et un conflit que les Etats-Unis préféreraient aujourd'hui apaiser, sans pour autant "laisser tomber" un allié qui leur a été si utile dans le passé et qui pourrait l'être demain. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, si les Etats-Unis peuvent aujourd'hui parler d'un règlement diplomatique, c'est entièrement dû au fait que la pression d'Israël a entraîné une défaite des peuples arabes qui a renforcé les éléments les plus réactionnaires et pro-américains au sein des Etats arabes.

Les dirigeants israéliens ont en effet raison d'exprimer leur "inquiétude", car même une réévaluation limitée des politiques américaines contredit leurs propres politiques basées sur la force.

Cependant, malgré les pressions exercées sur leur allié israélien, les Etats-Unis ont maintenu leur complicité avec lui, comme l'ont montré les récents événements au Liban : les Etats-Unis s'opposent parfois à une politique israélienne donnée, mais ne remettent jamais en question les fondements sionistes de cette politique.

La condamnation publique par Carter de l'invasion israélienne du Sud-Liban a conduit tous les commentateurs à souligner la tension qui caractérisait la fin des discussions Carter-Begin. Certains y ont même vu le début d'une rupture sans précédent entre Israël et les Etats-Unis.

Mais les troupes israéliennes n'auraient pas envahi le Sud-Liban sans avoir reçu au préalable un soutien au moins tacite de Carter. Le manque de chaleur dans les relations actuelles des deux pays signifie simplement que les États-Unis n'ont pas réalisé qu'Israël irait aussi loin et ne se contenterait pas d'une opération de type blitzkrieg. Une simple opération militaire contre les Palestiniens sous prétexte de lutte contre le terrorisme convenait très bien aux Etats-Unis. Ce n'est pas le cas d'une opération qui pourrait mettre en péril le jeu diplomatique au Moyen-Orient.

Quant à l'attitude de Begin, elle ne fait que souligner le fait que les intérêts d'Israël ne coïncident pas nécessairement avec le type de jeu diplomatique pour lequel l'impérialisme américain a opté. Mais les États-Unis ne sont pas allés jusqu'à s'enflammer, bien qu'ils aient tous les moyens d'amener Israël à faire ce qu'il veut : Israël dépend entièrement des États-Unis sur les plans militaire, économique et politique et n'a pas d'autre allié possible. Les Etats-Unis soutiennent l'Etat sioniste et lui laissent une certaine liberté d'action uniquement parce qu'Israël est leur pion le plus digne et encore irremplaçable au Moyen-Orient. C'est pourquoi ils se contentent de manifester un peu d'agacement face aux maladroites d'Israël : les États-Unis ne peuvent pas encore se reposer entièrement sur les États arabes réactionnaires, ne serait-ce que parce que ces dictatures féroces ont beaucoup de mal à rester en place.

Ainsi, la froideur des relations israélo-américaines est d'autant plus hypocrite que Carter porte une part de responsabilité dans l'intervention de l'armée israélienne au Sud-Liban. Il se contente de leur reprocher, en termes mesurés, d'y être restés un peu trop longtemps.

A cet égard, l'internationalisation du conflit, à travers l'arrivée des troupes de l'ONU avec le sceau américain, apparaît comme un moyen de s'assurer que ce qu'Israël a imposé par la force des armes ne sera pas remis en cause.

## **LE SIONISME CONTRE ISRAEL**

Mais quelque chose de nouveau s'est produit en Israël. Une fraction importante de l'opinion publique n'accepte plus aveuglément la politique officielle d'union sacrée de toutes les classes



sociales. Et les espoirs de paix apparus lors de la visite de Sadate en Israël existent toujours, comme en témoigne la manifestation de 30 à 40.000 personnes le 1er avril à Tel Aviv.

Ce jour-là, les Israéliens ont scandé des slogans tels que "Better Peace Now Than a Greater Israel" et ont montré qu'ils en avaient assez de la sale guerre qu'ils sont obligés de mener. Ce mouvement, qui il y a quelques mois encore n'aurait attiré qu'une petite minorité de personnes, a rencontré une certaine sympathie de la part de la population de Tel Aviv. Des milliers d'Israéliens sont descendus spontanément dans la rue pour exprimer leur désapprobation de la guerre. Désormais, il faudra compter avec eux.

Pour l'instant, les sentiments favorables à la paix qui se sont exprimés publiquement le 1er avril n'ont pas trouvé d'expression politique. Le parti travailliste, dont des membres ont participé à la manifestation, n'est pas mécontent que Begin soit publiquement discrédité. Mais cela ne veut pas dire qu'il défend une politique différente de celle de la majorité actuelle.

Par exemple, lors du dernier débat au Parlement, leur soi-disant opposition ne les a pas obligés à voter contre le gouvernement. En effet, les politiques de Begin sont fondamentalement similaires à leurs propres politiques du passé. Les travaillistes se sont donc ralliés à la droite et ont désapprouvé l'idée d'évacuer les territoires occupés.

Aujourd'hui, toute leur attitude se résume à laisser la droite se discréditer suffisamment pour lui permettre de revenir au pouvoir par le biais de nouvelles élections.

Oui, une autre politique est possible en Israël ; une politique visant à une paix véritable, respectant les intérêts de tous les peuples, Israéliens, Palestiniens et Arabes ; une politique visant à une coopération et à une cohabitation fraternelles, profitables à tous. Mais cette politique ne pourra être menée à bien que si les Israéliens rejettent radicalement le sionisme.

Il n'y a pas si longtemps, une telle politique serait apparue comme une utopie totale. Mais aujourd'hui, en raison du mécontentement multiforme dans le pays et du désir de paix d'une partie importante de la population, elle apparaît de plus en plus crédible.

Tous ceux qui aspirent à la paix en Israël doivent rejeter le sionisme, c'est-à-dire accepter que les intérêts de tous les peuples passent avant ceux de leur propre nation. Il n'y a pas d'autre moyen de réaliser leurs espoirs.

Mais seul un parti révolutionnaire défendant les intérêts de la classe ouvrière israélienne peut y parvenir. Car seule la conviction qu'il existe davantage de points communs entre un travailleur israélien et un travailleur palestinien peut ouvrir de nouvelles perspectives pour l'ensemble du Moyen-Orient.